

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

EDITORIAL

L'adieu aux modernistes de gauche

«La gauche doit cesser de croire que son rôle est de protéger les anciens employés des PTT qui sont devenus Swisscom; elle doit défendre la capacité de tout un secteur à créer des emplois, chez Orange et Sunrise aussi!» (Le Temps, 23.02.2005). Monsieur Prix, Rudolf Strahm, ancien conseiller national socialiste, a les idées claires. Si claires d'ailleurs, qu'il propose avec Simonetta Sommargua, conseillère aux Etats socialiste bernoise et grande défenseuse des consommateurs outre-Sarine, d'accélérer la libéralisation dans les télécommunications pour créer des emplois. Voilà le (nouveau) remède de la gauche moderniste. Et adieu donc au monopole de Swisscom sur le dernier kilomètre.

Il est vrai que la libéralisation dans les télécoms, ça marche du feu de Dieu. La preuve par les chiffres de l'Office fédéral de la communication. Les résultats avant impôts des entreprises de télécoms ont augmenté de 64.7% entre 2001 et 2002, de 65.6% entre 2002 et 2003 pour arriver à 3,6 milliards de francs. Bizarrement, les investissements ont baissé de 7.1% et de 16% sur les mêmes périodes. Et les emplois aussi. Depuis l'ouverture de ce marché en 1998, le nombre d'emplois a certes progressé. Mais depuis 2002, c'est la dégringolade: - 2359 postes. Et désormais après six ans de marché libéralisé, le nombre de postes est de 542 unités inférieur à celui de 1998.

Désolé donc, chère Simonetta et cher Rudolf, mais la concurrence cela casse de l'emploi tout en remplissant les poches des entreprises, celles du Capital pour être terriblement vulgaire. La gauche suisse n'a décidément pas besoin de cette pensée rabougrie et incapable d'assumer pleinement son envie de libéralisme en se faisant passer pour «socialiste». A chacun son camp. *Réd.*



Manifestation en faveur de la nationalisation, par les mineurs de charbon de la Ruhr (1947).

DOSSIER

Démocratiser l'économie

Démocratiser l'économie? Etrange revendication dans un monde où domine le discours néo-conservateur et où des sociaux-libéraux helvétiques sont acclamés par la presse de droite comme de véritables sauveurs de l'ordre libéral. Or, la démocratisation de l'économie n'est non seulement un mot d'ordre historique de la gauche socialiste. Il s'agit également d'une nécessité à l'heure actuelle.

Les mobilisations salariales de ces derniers mois et années, l'extension des droits des salairé-e-s, la défense du service public et une offensive en faveur de son élargissement, l'indispensable combat internationaliste pour un ordre économique international plus égalitaire restent des aspects fondamentaux des luttes de gauche. Le nier ou le mettre en cause c'est abandonner la scène à celles ou ceux pour lesquels la démocratie est utile aussi longtemps qu'elle sert leurs intérêts. La démocratie économique est une nécessité: pour renforcer les droits de la majorité populaire face au règne d'une minorité possédante et pour transformer la démocratie politique partielle en démocratie intégrale.

> Suite du dossier en pages 5 à 10

Point fort

Taxe sur le CO2: pour une introduction immédiate.

Page 3

Monde du travail

Unia fait plier Von Roll et obtient un accord d'importance nationale.

Page 4

International

Contrairement à ce qu'on entend le Forum social mondial n'a jamais été aussi vivant.

Page 11

Education idéale!

Bien qu'on puisse le trouver futile, le sport est une composante essentielle de la vie moderne. Il constitue même le dernier élément capable de provoquer des crises d'hystérie patriotique en rassemblant Alémaniques et Romands – toutes générations confondues – dans de mêmes chants d'amour à la nation. Rodgeur! Pirmin! Hop Schweiz!

C'est aussi dans le sport que la Suisse a connu sa plus grande révolution culturelle: en vingt ans, ce pays de montagne a réussi sa reconversion du ski au tennis et aux régates en mer. Fini l'idiot du village sur ses lattes, coiffé d'un casque Ovomaltine! C'est sur les courts de tennis de Sydney et de Chicago ou les plans d'eau de Valence que s'affirme désormais le génie helvétique. Mais c'est là aussi que l'apparente dynamique du sport suisse contraste le plus avec la réalité, plus en phase avec l'état d'esprit des dirigeants du pays.

Le plus fervent supporter de la cause universelle de l'exercice physique national fut Adolf Ogi (précédemment chef de la fédération nationale d'idiots du village montés sur lattes). Comme c'était un sportif et qu'il dirigeait la troupe, et qu'à l'armée *mens sana in corpore sano* – un esprit sain dans un corps sain – (et *beati pauperes spiritu* – bienheureux les pauvres d'esprit), il décida martialement d'inclure le sport dans le département militaire. De même que personne ne souleva le problème constitutionnel d'envoyer des athlètes sous couleur combattre à l'étranger, cette décision ne sembla pas autrement choquer.

Il faut dire que de tout temps, hygiénisme et militarisme ont mené le bal de notre politique sportive. Son objectif – via l'institution du sport scolaire obligatoire – reste la formation d'une jeunesse saine et disciplinée (d'où l'existence de l'organisation Jeunesse et Sport créée à cette fin, dans la tendance «Maréchal, nous voilà!»). Bref, le système sportif suisse supporta assez bien ce retour aux casernes.

La personnalité de l'actuel responsable du département des Trous, de la Ferraille et du Sport est bien différente. Il fait – en bon troufion – le minimum nécessaire: sa campagne majeure est «Bouger au quotidien». Le pitch: les Suisses sont amorphes, ils dépérissent en regardant le sport à la télévision. Tentons de les faire bouger avec des spots publicitaires d'un autre âge et des dépliants dans les offices postaux (tant qu'il y en a).

Plutôt que d'opter pour une politique en rupture avec le sport à papa, l'Etat suisse a décidé – comme en beaucoup d'autres domaines – que le nouveau était l'ennemi du pire (qui est le meilleur ami du consensus). Le champ est donc libre pour les marchands de viande humaine, pour les discours démagogiques sur le sport d'élite, et sans grands espoirs – faute de soutien – pour des jeunes ou des athlètes en fin de carrière.

Car si le sport est une école de vie, en Suisse, il vaut mieux être autodidacte.

Nicolas Gachoud

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr. 39.–
Abonnement de soutien: Fr. 100.–

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Cesla Amarelle (CAm), Arnaud Bouverat (AB), Maurizio Colella (MC), Olivier Longchamp (OL), Yves Loerincik (YL), André Mach (AM), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Yves Steiner (YS), Christian Vuillioud (CV), Julien Wicki (JW).

Comité:

Michel Cambrosio, Lara Cataldi, Dan Gallin, Valérie Garbani, Carole-Anne Kast, Lyonel Kaufmann, Kevin Luximon, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys, Claude Vaucher.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vuillioud, Le Brassus.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 L'adieu aux modernistes de gauche
- 2 Education idéale!
- 3 Taxe sur le CO₂: l'heure de la décision approche
- 4 Von Roll plie: un accord exemplaire dans l'industrie
- 5 à 10 Dossier:
Démocratiser l'économie
- 11 Des raisons de croire au Forum Social Mondial?
- 11 Mondialiser la défense de l'eau
- 12 Genève demande la régularisation de ses sans-papiers. Exemple à suivre!
- 13 Six clés pour comprendre les élections valaisannes
- 13 La gauche bientôt majoritaire à Neuchâtel?
- 14 Grand théâtre autour de la salle de spectacles de Fribourg
- 15 Page de droite – Humour
- 16 La dernière – Agenda



Taxe sur le CO₂: l'heure de la décision approche

Les autorités suisses doivent décider des mesures à prendre pour réduire nos émissions de gaz carbonique. La procédure de consultation qui s'est achevée fin janvier a vu s'affronter partisans de la taxe sur le CO₂ et promoteurs du centime climatique

Aline Clerc, Fédération romande des consommateurs FRC, J'achète mieux.

Alors que le protocole de Kyoto vient d'entrer en vigueur, la Suisse constate que les mesures volontaires prévues dans notre loi sur le CO₂ ne suffiront pas pour respecter son engagement de réduire ses émissions de 10% entre 1990 et 2010. Les mesures librement consenties ont permis une certaine réduction dans le domaine des combustibles. En revanche dans le domaine des carburants, aucun progrès n'a été réalisé, alors que des mesures efficaces existent comme par exemple la conduite économique ou la mise sur le marché de véhicules consommant moins de carburant. Les autorités – le Conseil fédéral et le parlement – doivent décider ce printemps des mesures à mettre en œuvre à l'issue d'une procédure de consultation portant sur quatre variantes.

- La taxe sur le CO₂ prévoit l'introduction d'une taxe sur les combustibles (9 ct/l) et les carburants (15ct/l puis 30 ct/l). Les montants prélevés sont intégralement redistribués à la population, à raison d'environ 200 francs par an et par habitant, et à l'économie via une réduction des cotisations AVS. Les ménages qui consomment peu d'énergie y gagnent, ceux consommant beaucoup sont pénalisés.

- La taxe sur le CO₂, version allégée, est très similaire à la première variante, mais limite le montant de la taxe sur les carburants à 15 centimes par litre et prévoit d'affecter 2% des recettes à l'achat de certificats d'émissions à l'étranger.

- La dernière variante prévoit une taxe sur les combustibles avec redistribution à la population et à l'économie et un centime climatique sur les carburants.

- Le centime climatique, un projet de l'Union pétrolière, prévoit de prélever 1,6 centime par litre de carbu-

rant et d'affecter ce montant à l'achat de certificats à l'étranger et au financement de quelques projets en Suisse.

UN PETIT EFFORT EST POSSIBLE

A l'heure de faire le choix des mesures à mettre en œuvre, il faut se rappeler que le protocole de Kyoto a pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique global. Il s'agit d'un objectif à long terme visant à sauver la planète et pour lequel la contribution du plus grand nombre de pays est primordiale. La Suisse ne représente certes que 0,3% de la consommation mondiale de pétrole, mais, comme tous les pays industrialisés, elle doit montrer qu'un niveau de vie élevé est compatible avec une diminution des émissions de CO₂. Plusieurs études ont en effet démontré la faisabilité et l'efficacité de solutions permettant de réduire les émissions de CO₂ sans diminuer le niveau de vie. Elles portent sur les économies d'énergie dans le secteur industriel, l'amélioration du rendement des moteurs automobiles, l'isolation des bâtiments, l'accroissement de la part du rail en matière de transport, le développement d'énergies renouvelables ou encore l'accroissement de la part du gaz naturel aux dépens du charbon et du pétrole.

ADAPTER NOTRE

CONSOMMATION DE PÉTROLE

Toutefois la réduction des émissions de CO₂ présente aussi des avantages plus locaux et plus immédiats, car la diminution de ces émissions entraîne aussi la réduction de la consommation de pétrole. Cette dernière contribue de manière importante à la pollution de l'air (gaz carbonique, mais aussi monoxyde de carbone et particules fines) qui provoque décès prématurés, allergies et affections respiratoires. Enfin, il s'agit également d'utiliser de manière plus rationnelle et plus efficace les énergies fossiles dont les réserves sont

limitées et d'adapter ainsi progressivement notre consommation en pétrole au lieu de devoir brutalement faire face à une augmentation de son prix lorsque la demande excédera l'offre au niveau mondial.

SEULE VARIANTE POSSIBLE, LA TAXE SUR LE CO₂

Parmi les variantes mises en consultation, seule la taxe sur le CO₂ permet d'atteindre ces trois objectifs: diminuer les émissions de CO₂ au niveau global, améliorer la qualité de l'air en Suisse et réduire notre dépendance au pétrole. De plus, cette taxe est cohérente avec la loi sur le CO₂; les montants prélevés sont intégralement redistribués de manière transparente à la population et la Suisse assume ses responsabilités sans s'en remettre aux pays du Sud.

Avec le centime climatique, la majorité de l'effort serait réalisée à l'étranger, ce qui est contraire au principe de complémentarité mis en avant par le protocole de Kyoto et la loi sur le CO₂. Ce principe veut que les mesures soient prises en premier lieu dans le pays et à titre complémentaire à l'étranger. Le montant très faible prélevé sur les carburants n'aura de plus aucun effet incitatif sur la consommation à long terme et ne contribuera donc en rien à la réduc-

tion de notre dépendance au pétrole, ni à l'amélioration de la qualité de l'air. Enfin, le centime climatique prévoyait que les fonds prélevés soient gérés par une fondation privée dépendant de l'Union pétrolière, ce qui n'est pas acceptable. Cette tâche devrait plutôt être assumée par un organisme public et indépendant, soumis à un contrôle démocratique.

UNE QUESTION DE COURAGE

Lors de la procédure de consultation, l'Alliance pour une politique climatique responsable, regroupant quarante-sept organisations dont la Fédération romande des consommateurs (FRC), s'est prononcée pour l'introduction de la taxe sur le CO₂. La FRC a en outre demandé des mesures d'accompagnement, indispensables pour garantir un choix équitable à tous les consommateurs – qu'ils soient locataires ou propriétaires, habitants des régions centrales ou périphériques – afin qu'ils disposent des mêmes possibilités d'adapter leur consommation.

Nos autorités auront-elles le courage de prendre une décision responsable et rationnelle à long terme, mais qui implique un changement de comportements et présente certains aspects impopulaires? Réponse ce printemps.

IRAK: VICTOIRE DES ISLAMISTES AUX ÉLECTIONS



Von Roll plie: un accord exemplaire dans l'industrie

Les risques de dumping salarial existent. Une raison pour les combattre avant la votation sur la libre circulation des personnes, en septembre prochain

Yves Defferrard & Yan Giroud,
secrétaires syndicaux Unia
Région Vaud.

Mis au concours par le canton de Vaud, un mandat pour la construction des chaudières de la fameuse usine Tridel, (la nouvelle centrale d'incinération des déchets de Lausanne) a été attribué à la société Von Roll Inova SA, de Zurich. Or la réalisation de ces installations a été sous-traitée par Von Roll à diverses sociétés croates, polonaises, estoniennes, allemandes et autrichiennes. Présentes aujourd'hui sur le site, elles emploient une centaine de travailleurs payés au lance-pierre et ce, alors que seule une poignée de salariés de Von Roll se trouve sur le chantier. Cela s'appelle du *dumping* salarial.

En s'engageant contre ces pratiques, Unia Vaud a réussi, au terme de difficiles négociations avec Von Roll, à obtenir un accord exemplaire. La direction ayant affirmé aux autorités cantonales que les salariés venant travailler en Suisse sont pour la plupart des soudeurs spécialisés dans les produits importés par ces mêmes sociétés, les conditions

d'usage de la branche dans le canton ont été prises comme base de négociation. Ainsi, et bien qu'au moment des négociations Von Roll n'ait pas été membre de la convention collective nationale de travail (CCNT) des machines, l'accord prévoit le respect des conditions cadre de celle-ci. Les horaires de travail ont été fixés à 40 heures par semaine, un 13^e salaire est prévu pour tous les salariés et le salaire minimum d'un travailleur non qualifié a été négocié à 5000 francs, à 5600 francs pour un travailleur qualifié (soudeur essentiellement) et à 6200 francs enfin pour les chefs d'équipe. Le remboursement des frais effectifs et la prise en charge du logement par l'employeur sont également prévus.

UN ACCORD QUI FAIT RÉFÉRENCE

Un élément important exigé par Unia dans cet accord est la vérification du versement des salaires, qu'il soit effectué par banque ou versé en espèces, de manière à s'assurer que les salariés soient effectivement rémunérés au tarif convenu. De plus, l'accord prévoit l'accès libre du

syndicat sur le chantier et auprès de l'ensemble des salariés.

L'avenir nous dira si cet accord est intégralement appliqué ou si l'entreprise essaiera de contourner l'un ou l'autre des articles. Mais une chose est sûre. Unia mettra tout en œuvre pour le faire respecter. En outre, cet accord fait désormais office de référence en matière de salaire minimum dans un secteur qui ne connaît pas de salaires conventionnels. Il s'agit donc là d'une première dans le secteur de l'industrie. Ce succès ne doit pas cacher la réalité: la situation chez Von Roll illustre les difficultés et l'ampleur de la tâche pour que la libre circulation des personnes ne soit pas un échec. Celui-ci aurait pour conséquence d'amener de l'eau au moulin de la droite populiste en attisant les sentiments xénophobes dans la population.

LIBRE CIRCULATION? BIEN DES EFFORTS SONT ENCORE NÉCESSAIRES!

Pour que la libre circulation des personnes soit un succès, pour que nous puissions y apporter un soutien sans faille, il faudra encore que des mesures d'accompagnement dignes de ce nom soient mises en place et réellement appliquées. Parmi lesquelles: l'engagement en nombre suffisant d'inspecteurs cantonaux; la réalisation de contrôles spontanés; la suppression de l'obligation d'avoir à démontrer le caractère «abusif et répétitif» de la sous-enchère salariale pour obtenir la déclaration de force obligatoire d'une CCT; l'interdiction de licencier les membres d'une commission d'entreprise et l'amélioration générale de la protection des salariés. Il faudra donc encore bien des efforts, tant de la part des politicien-ne-s, que des associations patronales et des services de l'Etat.

Il faudra surtout un véritable changement d'attitude de la part des associations patronales du secteur de l'industrie, telles que *Swissmem* qui fait preuve d'un attachement au dogme néo-libéral plutôt que d'une réelle volonté de protéger les conditions de travail en Suisse.

SANS CCT DIGNES DE CE NOM, PAS DE MESURES D'ACCOMPAGNEMENT.

Mais le secteur de l'industrie n'est pas le seul à poser problème. Dans le secteur de la construction, la hache de guerre a également été déterrée par la *Société suisse des entrepreneurs (SSE)*, association patronale regroupant principalement les employeurs du secteur de la maçonnerie et du génie-civil. Son cahier de revendications pour le renouvellement de la CCNT du gros œuvre prévoit de lourdes attaques sur la durée du travail et sur les salaires, en un mot, la destruction pure et simple d'un siècle d'acquis syndicaux dans cette branche.

Les conventions collectives de travail sont au centre des mesures d'accompagnement. Tout l'édifice qui garantit aux salarié-e-s suisses des conditions de travail décentes, ainsi qu'une chance face à la concurrence de travailleur-euse-s européen-ne-s, moins rémunéré-e-s, repose sur elles. Les attaques patronales actuelles visant à vider intégralement ces CCT de leur substance reviennent à annihiler les mesures d'accompagnement que nous, syndicats, défendons.

Aujourd'hui comme demain, Unia continuera à se battre, de toute sa force, pour dénoncer publiquement les situations de *dumping* qu'il rencontrera. Et la lutte ne fait que commencer!

ECONOMIE

CALIDA FAIT DES BÉNÉFICES



CALIDA LICENCIÉ



DOSSIER : DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

Une question de liberté humaine

La nouvelle a été émouvante: en un quart d'heure, les machines se sont toutes arrêtées à Reconvilier, les ouvrières et ouvriers ont gagné la sortie de l'entreprise et se sont mis-e-s en grève. Interrogé-e-s sur la raison de leur combat, les grévistes ont déclaré qu'avant toute autre chose ils voulaient défendre leur dignité et n'entendaient pas accepter l'arbitraire de la direction.

Le rejet de l'arbitraire et la lutte pour la dignité sont deux dimensions fondamentales de l'action de gauche. L'indignation face aux injustices à n'importe quel niveau, le sentiment de révolte que provoquent les inégalités de tout ordre et la conviction de la nécessité d'un changement social profond, sorte de «feu sacré socialiste», nous animent toutes et tous, que nous soyons syndicalistes, militant-e-s politiques ou autres altermondialistes. Sans cela, rien ne va. A défaut, la trappe de la gauche qui gère sans changer est grande ouverte.

URGENCE DÉMOCRATIQUE

Aujourd'hui, il y a urgence pour la mouvance socialiste de reposer ses propres

termes du débat. Trop longtemps, elle s'est retranchée derrière une soi-disant impossibilité de formuler un projet cohérent d'avenir. Or, ce projet n'est pas à réinventer, il nous a été légué par les luttes de celles et ceux qui nous ont précédé. Il reste celui de toujours, à savoir la démocratisation de l'ensemble des domaines de la vie. Le socialisme démocratique est né avec cette revendication qui découle d'une simple observation du monde tel qu'il est. En particulier dans le domaine économique où les structures autoritaires, l'exercice du pouvoir et le commandement du haut vers le bas, la dépendance des salarié-e-s, au mieux restreignent la liberté humaine, au pire l'étouffent et l'anéantissent.

L'exigence de la démocratie économique est issue de la principale contradiction inhérente à la logique capitaliste occidentale: d'un côté, la reconnaissance d'une égalité formelle des citoyennes et citoyens devant les urnes – en excluant la plupart des migrant-e-s et pendant longtemps les femmes –, de l'autre, une hiérarchie sociale découlant de l'autoritarisme et du règne d'une minorité sur une majorité qui caractérise l'économie. Pour le

capitalisme, il s'agit d'une question de survie, car en se démocratisant il se dissout lentement.

FAIRE RECULER LE CAPITALISME

Le combat victorieux contre la libéralisation du marché de l'électricité, la résistance croissante des salarié-e-s confronté-e-s à des plans de restructuration répondant à de pures logiques financières ou encore la victoire d'une coalition internationaliste contre l'Accord multilatéral sur les investissements, sont autant d'exemples de ce combat pour la démocratie économique. Il va sans dire que les reculs sont nombreux, que les néo-conservateurs continuent dans leur marche, mais cela n'est pas nouveau.

Et cela ne doit surtout pas empêcher que la gauche continue à faire reculer le capitalisme là où elle le peut. En se battant pour les droits des salarié-e-s dans les entreprises, comme à Reconvilier. En lançant une offensive en faveur de la démocratisation et de l'élargissement des services publics, en faveur d'une implication croissante des consommatrices et consommateurs dans leur gestion. En s'engageant pour un ordre économique mondial régi par les lois de l'égalité et de la réciprocité. Le projet est vaste, certes, mais son alternative autrement plus déprimante: continuer à supporter le monde à l'envers. Tous les jours.

Philipp Müller

Pas de démocratie sans démocratie économique

La démocratie économique est une revendication qui remonte aux origines du socialisme.

6

Une participation des travailleurs en dents de scie

Les pays européens se caractérisent par une grande diversité en matière de représentation dans les entreprises.

7

Les débats actuels sur la cogestion en Allemagne

Historiquement très étendus, les droits à la cogestion des salarié-e-s sont remis en cause.

8

Logique capitaliste contre démocratie économique: retour sur quelques mobilisations récentes

La grève est de retour en Suisse...

9

Reconvilier, les combats de la gauche et la démocratie économique

Quatre axes programmatiques pour réaliser la démocratie économique, ici et maintenant.

10



DOSSIER : DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

Pas de démocratie sans démocratie économique

La revendication de la démocratisation des structures économiques remonte aux origines de la pensée socialiste. Bref survol.

Le débat est aussi vieux que la pensée socialiste moderne: comment transformer des sociétés autoritaires, notamment sur le plan économique, en collectivités démocratiques. Ici, deux tendances se dégagent dès la fin du 19^e siècle. La première affirme que, sans l'abolition par la force du règne d'une minorité sur la majorité, la démocratie n'est qu'un leurre. La seconde estime que les détenteurs du pouvoir peuvent bien être contraints de faire des concessions sur le plan politique en introduisant, par exemple, le suffrage universel et des élections libres sans pour autant abandonner leurs positions dominantes dans le domaine économique. A partir du début du 20^e siècle, il s'agit désormais pour les socialistes européens de revendiquer un principe de base: la démocratie ne s'arrête pas aux portes des entreprises. Elle doit être étendue à des secteurs économiques clefs pour devenir ainsi pleine et entière.

PAS DE DÉMOCRATIE SANS SOCIALISME

L'ultime but de ces deux courants – vite estampillés «révolutionnaire» pour l'un, «réformiste» pour l'autre – reste le même: la construction du socialisme. Comme le formulait alors le socialiste suisse

Robert Grimm: il ne peut y avoir de démocratie intégrale sans socialisme. La revendication de la «démocratie économique» constitue un pilier central de ce débat.

Paru en 1928 sous la plume de Fritz Naphtali, un économiste de l'Union syndicale allemande, l'ouvrage intitulé *La démocratie économique. Ses caractéristiques, son cheminement et ses objectifs* est la première synthèse de cette réflexion. L'auteur constate que le fort développement du capitalisme organisé allemand (grands trusts industriels, comme dans le charbon) s'accompagne du développement croissant des services publics, du renforcement l'Etat, des sociétés coopératives contrôlées par la gauche et des syndicats dans les fabriques. Il imagine la possibilité d'une transformation de l'économie allemande en une économie socialisée. Un espoir qui s'effondre quelques années plus tard sous la terreur national-socialiste. Or, l'orientation qu'il donne au débat reste entièrement valable: «*En résumé brièvement, on peut constater que la revendication de la démocratie économique se trouve au croisement de deux chemins: le premier porte sur la critique des défaillances de la démocratie politique, le second se base sur la critique de l'autoritarisme économique.*»

LES TROIS NIVEAUX DE LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

Après une période d'hibernation, la discussion reprend au début des années 1960. En pleine croissance économique, Otto Brenner, le président d'*IG Metall*, présente un vaste programme pour la démocratie économique. Or, l'élaboration la plus aboutie est issue des réflexions de l'économiste tchèque et ministre de l'économie en 1968, Ota Sik, auteur en 1979 de *La démocratie économique humaine. Une troisième voie*. L'un et l'autre veulent agir sur trois niveaux. Sur le plan des entreprises individuelles, la participation des travailleurs dans l'organisation des processus de production, dans la désignation de responsables de l'entreprise, dans l'humanisation du travail (lutte contre la pénibilité de certaines tâches, protection de la santé des ouvriers) ou encore dans la détermination d'échelles salariales, sont autant de points de référence (lire pages 7 et 8).

Dans la perspective de la démocratie économique, la socialisation des branches économiques clefs, le soutien aux coopératives et l'élargissement du secteur public constituent un deuxième niveau d'action. En éliminant l'emprise autocratique d'une minorité sur des pans entiers de l'économie, en exigeant la participation des travailleurs dans la définition des objectifs de production, un développement économique plus harmonieux doit devenir possible.

Enfin, sur le plan national et international, la planification globale de la production, une politique d'investissements organisée en fonction des besoins définis par les salariés-e-s organisés-e-s et les consommatrices et consommateurs ou encore l'intégration économique de l'Europe sont la réponse à un capitalisme mondial de plus en plus débridé.

Il s'agit donc, selon les auteurs, à la fois de socialiser les

principales activités économiques, de repousser les logiques capitalistes au sein des entreprises et de prévoir une évolution économique globale basée non pas sur le règne d'une oligarchie financière et industrielle mais sur des décisions démocratiques.

LE TOURNANT DES ANNÉES 1980

Pour Fritz Vilmar, autre figure de ce débat, la démocratie économique doit aussi apporter des solutions contre l'incertitude liée à la préservation des places de travail ou les séquelles physiques ou psychiques du travail qui s'accroissent considérablement depuis les années 1970 et l'avènement des politiques néolibérales.

Face à l'abandon de toute volonté de transformation du capitalisme par la majorité des partis socialistes ou sociaux-démocrates européens, les revendications de la démocratie économique constituent le point de départ d'une nouvelle perspective de gauche. Ce débat existe. En Suisse, il a été relancé par le Cercle d'Olten des socialistes de gauche. Lors d'un débat organisé début 2002, Arnold Künzli, éminent philosophe politique suisse, en a posé les termes de fond. Pour lui, le problème est relativement simple. Il s'agit de continuer là où la Révolution française est restée incomplète:

«*En d'autres termes: la tricolore [liberté, égalité, fraternité] a seulement été hissée en berne lors de la révolution française bourgeoise. Le système économique et le système de propriété sont restés tabous. Dans ce sens, une gauche démocratique devrait se donner pour tâche de hisser la tricolore en entier et de transformer le bourgeois en citoyen.*»

Philipp Müller

Pour en savoir plus:
www.socialism.ch



Occupation d'usine chez Renault.

DOSSIER : DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

Une participation des travailleurs en dents de scie

La marge de manœuvre dont disposent les représentant/es des syndicats et autres commissions d'entreprise est un enjeu de fond dans le rapport entre capital et travail. Bref survol de la situation en Europe.

Le projet de prendre en compte le point de vue des travailleurs dans les décisions concernant l'entreprise a surgi dans plusieurs pays européens dans les années 1920. Ainsi par exemple, dans le contexte de la «révolution allemande» de 1918/1919 le patronat doit accepter l'introduction d'une loi sur les conseils d'entreprise (*Betriebsratgesetz*) et, du moins sur le papier, donner un accès direct aux livres de comptabilité aux représentants des travailleurs. Un mouvement qui s'accroît après la Deuxième Guerre mondiale quand pendant la période de croissance de l'après-guerre, les «Trente Glorieuses», une bonne coordination entre patronat et syndicat est jugée indispensable dans bon nombre de pays à la fois pour éviter la surchauffe et permettre une évolution salariale en phase avec les exigences de rentabilité des entreprises. Or, les systèmes nationaux de représentation et d'intervention collective interne des salariés se développent de manière très différente selon les pays. Si l'objectif de redistribution des pouvoirs et des ressources converge, les différences de culture syndicale s'affirment également.

CULTURES SYNDICALES DIVERSES

Premièrement, les syndicats connaissent des taux d'affiliation très divers selon les pays (9% en France, 80-85% dans les pays scandinaves) ainsi que des principes d'organisation fort différents. Ainsi, alors que les syndicalismes germanique et nordique se caractérisent par une forte unité syndicale au sein d'une même branche économique (par exemple *IG Metall* le puissant syndicat allemand de la métallurgie), un peu plus au sud de l'Europe (France, Espagne notamment) on retrouve un syndicalisme

militant pluraliste qui voit «cohabiter» plusieurs fédérations syndicales actives dans les mêmes branches et entretenant des liens historiques avec une formation politique particulière (CGT et PCF, CFDT et PSF) alors qu'en Grande Bretagne c'est encore le syndicalisme de métier qui prédomine. En outre, alors que certains pays connaissent une diminution drastique des effectifs (France, Allemagne, Royaume Uni), d'autres se distinguent par un accroissement de la syndicalisation (Espagne, Finlande, Suède, Danemark).

RÉGULATION ÉTATIQUE VARIABLE

Deuxièmement, la régulation sociale entre Etat et partenaires sociaux se fait de manière très différente selon les pays. Les niveaux de négociation collective diffèrent: alors que la négociation en entreprise constitue le niveau dominant au Royaume Uni et Irlande, le niveau interprofessionnel reste important en France, Belgique, Islande, Finlande, Portugal et Espagne. Par ailleurs, la conflictualité des rapports collectifs est variable selon les pays en fonction du «devoir de paix», c'est-à-dire la

renonciation à la grève et le «lock-out» sur la base d'accords négociés entre capital et travail: application solide de ce principe dans les pays nordiques, germaniques et du Benelux qui empêche la remise en cause des dispositions d'une convention pendant la durée de son application.

Concernant le *mode de représentation*, la représentation des travailleurs est assurée soit par des délégués syndicaux (Suède, Finlande, Irlande, Royaume Uni), soit par des salariés élus (Allemagne, France, Autriche, Espagne, Grèce, Portugal, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg). Si la représentation a partout la possibilité de se réunir et de disposer des locaux nécessaires à ses activités, les autres moyens dont elle dispose sont très variés. Bien qu'au Royaume-Uni et en Irlande il n'y ait rien de systématique, les autres pays d'Europe prévoient des moyens spécifiques pour la représentation d'exercer efficacement leur mission dans un contexte de plus en plus complexe en termes de temps (crédit d'heures, dispenses d'activités), de formation, d'appel à expert (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Suède, Norvège) et de budget de fonctionnement (France, Pays-Bas, Autriche).

Concernant le *mode d'intervention*, plusieurs modes sont possibles (information, consultation, co-détermination, négociation, participation). Si l'information concerne toujours la situation économique et financière de l'entreprise, les mouvements de personnel et l'organisation du travail, les décisions affectant le personnel de façon importante, des différences très importantes existent sur les informations concernant les éléments concurrentiels, prévisionnels et stratégiques des entreprises. Ainsi, en Allemagne il existe des dispositions obligeant la direction d'informer les représentants des travailleurs quatre fois par an sur la situation de l'entreprise et de les tenir au courant sans délai d'éventuels projets d'investissements. En France, du moins sur le papier, les commissions d'établissement bénéficient de l'accès aux documents comptables annuels et peuvent procéder à une analyse comptable en ayant recours à un expert comptable. Quant à la co-détermination, seuls les pays nordiques, l'Allemagne et l'Autriche connaissent ce principe.

Cesla Amarelle

LA SUISSE NE PROTÈGE PAS ASSEZ LA LIBERTÉ SYNDICALE

L'Organisation internationale du travail (OIT) a récemment condamné la Suisse pour son manque de protection légale des représentants syndicaux.

Sur la base de 11 cas de licenciements abusifs soumis par l'USS, le comité de la liberté syndicale de l'OIT a invité le Conseil fédéral à prendre des mesures contre les licenciements pour motifs anti-syndicaux afin de garantir une protection plus efficace des syndiqués. Le comité de l'organisation internationale exige notamment la possibilité d'une réintégration des personnes qui ont été victimes de «répression syndicale», alors que la législation suisse ne prévoit que le versement d'une indemnité dérisoire.

Le Conseil fédéral doit maintenant répondre à la demande de l'OIT et proposer des solutions afin de mieux garantir la protection des délégués syndicaux. Au moment où les salariés sont de plus en plus mis sous pression, il est important que le gouvernement helvétique réponde positivement.

AM

DOSSIER : DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

Les débats actuels sur la cogestion en Allemagne

Les milieux patronaux allemands exigent avec une vigueur accrue une remise en cause des droits de participation des salariés allemands.

«Une erreur de l'histoire», c'est en ces termes que Michael Rogowski, président du BDI (Bundesverband der deutschen Industrie, principale association du patronat allemand), qualifiait en automne dernier le système de cogestion allemand. Dans la foulée, il demandait explicitement l'abolition de la participation des salarié-e-s et de leurs représentant-e-s aux Conseils de surveillance (Conseil d'administration) des entreprises allemandes. Il a ainsi relancé un vaste débat sur les droits de participation des salarié-e-s.

LA COGESTION ALLEMANDE

L'Allemagne est sans doute le pays où les droits de cogestion (ou codétermination) des salarié-e-s dans les entreprises sont les plus étendus d'Europe. La participation des salarié-e-s se situe à deux niveaux. Il s'agit premièrement du Conseil d'entreprise (*Betriebsrat*, on dirait la commission du personnel en Suisse), élu par le personnel du site de production, qui est l'organe de représentation légal des salarié-e-s dans chaque établissement. Il est compétent en matière d'organisation de la production, de l'aménagement du temps de travail,

de l'amélioration de la qualification des employés notamment. Selon l'importance de l'entreprise, ses membres sont totalement ou partiellement dispensés de tout travail de production pour se consacrer uniquement à la représentation des salarié-e-s. Selon *IG Metall*, le puissant syndicat de la métallurgie, «l'action syndicale dans l'entreprise est le fondement de son activité».

Le second niveau, en vigueur depuis 1976, est celui de la participation au Conseil d'administration ou Conseil de surveillance (*Aufsichtsrat*). Cet organe suprême des entreprises est composé de manière paritaire de représentants des actionnaires (élus lors de l'assemblée des actionnaires) et de représentants des salariés. Parmi les représentants des salarié-e-s, au moins deux sont des délégués syndicaux. C'est le Conseil de surveillance qui nomme le directoire de l'entreprise, chargé de la direction opérationnelle de celle-ci.

Cette forte implication des représentants des salarié-e-s dans les sphères décisionnelles des entreprises allemandes est le reflet de la force des syndicats allemands, en particulier dans les principaux secteurs industriels. Elle est aussi

révélatrice de leur modération et de leur pragmatisme, qui découlent très largement de leur implication directe dans la gestion de l'entreprise.

LE FRONT PATRONAL N'EST PAS UNANIME

Les principaux dirigeants des associations patronales allemandes s'en prennent en particulier à la présence de représentants des salariés dans les Conseils d'administration des entreprises, mais aussi de manière plus générale à l'influence des syndicats dans les entreprises. Selon eux, la cogestion serait devenue un handicap pour l'efficacité et la compétitivité des entreprises allemandes; les investisseurs internationaux quitteraient l'Allemagne, effrayés par le pouvoir des salarié-e-s. Conclusion patronale: la présence syndicale dans les entreprises ne ferait que favoriser les délocalisations des entreprises allemandes vers l'Europe de l'Est.

Le front patronal est cependant loin d'être unanime. Un certain nombre d'employeurs ont apporté ouvertement leur appui au maintien de la cogestion, en soulignant le rôle constructif des représentants des salariés dans le fonctionnement des entreprises. Selon un sondage récent, une nette majorité des managers allemands seraient même favorables à la cogestion, un résultat plutôt surprenant. 70% des managers interrogés considèrent que la cogestion a une influence positive sur l'investissement des employés au sein de l'entreprise et sur la diminution des conflits de travail (*Der Spiegel*, No 4, 2005).

LES RÉACTIONS SYNDICALES

Face aux propositions patronales, les syndicats ont réagi vivement et s'opposent à la remise en cause des droits des salarié-e-s

sur leur lieu de travail. Cependant, les syndicats se trouvent dans une position de faiblesse face à cette nouvelle attaque patronale. Outre une crise structurelle, marquée par une érosion continue du nombre de membres (le taux de syndicalisation est passé de 30% à environ 20% en quinze ans), les syndicats sont en situation de rupture quasiment ouverte avec le SPD et le gouvernement social-démocrate, en pleine dérive «blairiste», sur les contre-réformes des politiques sociales.

Dans le débat sur la cogestion, les syndicats adoptent un profil plutôt modéré, qui consiste surtout à souligner l'apport constructif des syndicats au bon fonctionnement des entreprises et à leur responsabilité dans la définition des stratégies managériales. D'autre part, pour *IG Metall*, la réponse se situera surtout dans les entreprises, lors des négociations concrètes avec les employeurs. Car contrairement aux attaques «très idéologiques» des dirigeants des associations patronales, les employeurs du terrain se montrent beaucoup plus réticents à remettre en cause la participation des salarié-e-s par peur des conflits de travail.

Finalement, en dépit de ses limites, la cogestion à l'allemande reste un instrument essentiel et efficace pour garantir une certaine influence syndicale dans les entreprises et contenir l'arbitraire patronal. Cependant, dans le contexte d'un capitalisme mondialisé, les horizons de la lutte ne peuvent se borner aux murs de l'entreprise et doivent prendre une dimension plus large.

André Mach



Chaîne de production Volkswagen (1949).

Plus d'informations sur la question:
<http://www.igmetall.de/themen/mitbestimmung>

DOSSIER : DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

Logique capitaliste contre démocratie économique: retour sur quelques mobilisations récentes

La grève et les mesures de lutte sont nécessaires quand le dialogue social et la participation des salariés sont bafoués.

Ces dernières années ont été marquées par plusieurs conflits sociaux importants et inhabituels en Suisse, pays de la «Paix du travail». Peut-on parler à cet égard d'un regain de conflits du travail ou ne s'agit-il que de cas isolés et particuliers?

Il s'agit avant tout d'une réponse des salariés à un durcissement des mesures patronales, notamment de décisions unilatérales de directions d'entreprise de plus en plus éloignées des lieux de production concrets des salariés. Ces cas ont également montré une nouvelle fois les lacunes de la participation des salariés en Suisse et remis à l'ordre du jour cette question.

RETOUR SUR DES LUTTES NÉCESSAIRES

Les récentes mobilisations des salariés chez *Swissmetall* à Reconwillier ou chez *Filtrona* à Crisier en 2004-2005, ou encore chez *SAPAL* en 2000, contre des mesures de restructuration ont une nouvelle fois mis en lumière le pouvoir unilatéral des directions d'entreprise en Suisse, sans que les syndicats n'aient leur mot à dire.

Même si elles n'ont pas toutes débouché sur des victoires en termes de garantie d'emplois, ces mobilisations étaient nécessaires et admirables. En effet, le recours aux mesures de lutte et à la grève étaient tout à fait justifiés pour contester les mesures de restructurations ou pour tenter d'obtenir des améliorations des plans sociaux.

Face à l'arbitraire patronal, les salarié-e-s se sont vite convaincu-e-s de l'impossibilité de faire entendre leurs revendications légitimes autrement que par la lutte. Comme le rappelait un syndicaliste

allemand: «*Sans grève, on ne peut que mendier*».

LA RENTABILITÉ DU CAPITAL CONTRE LA DÉMOCRATIE

Dans les principaux cas de mobilisation récente (*SAPAL* en 2000, *Swissmetall* ou *Filtrona* l'année dernière), ce sont à chaque fois des décisions émanant de directions d'entreprise de plus en plus éloignées des lieux de production qui étaient à l'origine de décisions de restructuration brutale: fermeture de l'entreprise à *SAPAL*, réduction drastique des coûts à *Swissmetall* et préparation de fermeture du site chez *Filtrona*.

Ces mesures de restructuration dans des entreprises, généralement bénéficiaires, étaient dictées principalement par une volonté de maximisation de la rentabilité du capital investi et n'ont jamais été l'objet de la moindre discussion et négociation avec le personnel.

La mondialisation du capital, et donc du contrôle des entreprises, réduit considérablement les possibilités d'intervention des salariés, dont le champ d'action se limite très souvent au site de production. Un Martin Hellweg à *Swissmetall* ou un Dylan Jones à *Filtrona*, ne sont que des «managers hors-sol» grassement payés dont la tâche principale se limite à réduire les coûts et à mener à bien des restructurations pour augmenter la valeur des actions au profit des gros actionnaires des entreprises. A la limite, leur tâche peut même consister simplement à fermer une entreprise. Rachetée par un concurrent avide de ses clients, de carnets de commande et soucieux d'éliminer un adversaire, l'entreprise de *Castolin* a ainsi été rachetée, vidée de sa

A Merlebach, en Lorraine, point de départ d'une grève qui allait mobiliser 250'000 mineurs en France, demandant une amélioration sociale pour leur dur et dangereux métier (mars 1963).



substance, puis fermée. Face à une telle logique destructrice d'emploi, la résistance des salarié-e-s n'est que plus légitime.

Comme l'a montré le cas *SAPAL*, la volonté de la direction de *SIG Pack*, située à Schaffouse, de fermer l'usine de *SAPAL* n'avait aucun sens économique, puisque presque cinq ans après l'entreprise fonctionne bien et fait des bénéfices, même si elle a dû supprimer quelques emplois.

QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER?

Les mobilisations récentes n'ont certes pas toutes débouché sur des victoires. Mais, elles ont sans doute permis au moins de limiter les dégâts et de tirer quelques enseignements.

Tout d'abord, une commission du personnel permet parfois de détecter suffisamment tôt les intentions de la direction de l'entreprise et permet d'anticiper cer-

taines mesures de restructuration inacceptables.

Deuxièmement, une présence sur le terrain des syndicats afin de soutenir les salariés dans leur mobilisation est absolument indispensable pour mener avec quelques chances de succès des luttes longues, coûteuses et très dures.

D'autre part, la mobilisation des salariés doit chercher à obtenir le soutien de la population. Un appui populaire sous forme de pétitions, ou d'interventions, même uniquement symboliques, des autorités politiques locales permet de donner de l'ampleur au mouvement.

En outre, il est de plus en plus nécessaire pour le mouvement syndical, dès lors qu'un conflit concerne une entreprise multinationale, de se concerter avec les organisations syndicales d'autres pays.

Olivier Longchamp et André Mach

DOSSIER : DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE

Reconvilier, les combats de la gauche et la démocratie économique

La gauche suisse a amplement montré qu'elle est capable de gagner des combats défensifs, qu'ils soient politiques ou syndicaux. Il est plus difficile de passer à l'offensive. Le débat sur la démocratie économique constitue un point de départ pour un combat unitaire de toutes les forces du progrès.

Philipp Müller
Adrian Zimmermann

C'est tout d'abord pour défendre la dignité humaine que les grévistes de Reconvilier ont arrêté les machines il y a quelques semaines dans le Jura. L'arrogance d'un de ces gestionnaires d'entreprise «mondialisé» dont chaque mot prononcé rime avec profit a ainsi provoqué un des conflits de travail les plus importants et les plus symboliques depuis longtemps en Suisse. Au-delà de leur dignité, les travailleurs et travailleuses de «la Boillat» se voulaient également les porte-parole d'une autre politique industrielle. A la logique de la rentabilité financière ils et elles ont opposé la nécessité de nouveaux investissements productifs et de la sauvegarde de l'emploi.

L'ÉCONOMIE C'EST NOUS

Le monde économique conditionne notre vie comme aucune autre sphère de la vie. Toutefois, depuis longtemps déjà les milieux dirigeants helvétiques, d'*economiesuisse* à Pierre Miraubeau, ont réussi à faire miroiter que «l'économie» c'est «eux» et ce

ne sont pas les appels pour la «démocratie actionnariale», lancés par des petits ou moins petits actionnaires, qui y changent quelque chose. Dans les étages de direction des entreprises, toutes les décisions importantes se prennent sans le moindre contrôle démocratique alors que ce sont les salarié-e-s qui produisent les biens et les services et que, sans leur travail et leur consommation, rien ne va. Pour changer cet état des choses, la démocratie économique vise à transformer radicalement les structures autoritaires et verticales de l'économie.

POUR DÉMOCRATISER L'ÉCONOMIE, ICI ET MAINTENANT

La démocratie économique signifie tout d'abord que la vie matérielle est une affaire dont la gestion doit incomber à la société dans son ensemble. En effet, sans propriété sociale (coopérative, communale, publique) des biens ou moyens de production et, sans l'introduction de structures participatives égalitaires dans les entreprises, le contrôle démocratique du pouvoir économique est un leurre. Dans cette logique, les conseils d'administration doivent être

constitués sur la base d'une représentation paritaire des salarié-e-s, des consommateurs, des pouvoirs publics et (dans le secteur privé) des propriétaires.

Ensuite, il ne peut y avoir de démocratie économique sans contre-pouvoir social et syndical. En Suisse, le renforcement des droits des commissions d'entreprises, une protection contre le licenciement renforcée pour les salarié-e-s, en particulier les délégués syndicaux, tout comme la transparence dans les comptes d'entreprise sont des points importants. Parallèlement, l'élection des cadres inférieurs et moyens et les chefs du personnel par les salarié-e-s d'une entreprise doit constituer une autre revendication forte.

En troisième lieu, la démocratie économique implique de prendre de l'influence sur la consommation. En rejetant le so-disant impératif de la production aveugle pour un marché anonyme, producteurs et consommateurs peuvent se mettre d'accord, au sein d'organisations légitimées démocratiquement, sur la qualité, la quantité et le prix des biens produits. Pensons au combat exemplaire mené par le syndicat paysan

suisse *Uniterre* et la fédération syndicale mondiale *Via campesina* depuis de nombreuses années. Le commerce de détail est aujourd'hui dominé par deux grandes sociétés de consommation dont la structure s'apparente (encore) à une grande coopérative. Comme chacun peut devenir coopérateur, une réorientation de la *Coop* et de la *Migros* ne constitue donc nullement une idée farfelue.

Enfin, la défense du service public est un aspect central de la démocratie économique. Il faut renforcer la participation démocratique des salarié-e-s et des usagers dans la définition de ses missions, démocratiser sa gestion interne et surtout élargir le service public – par exemple au secteur pharmaceutique ou à l'assurance-maladie.

UN PROJET UNITAIRE POUR LA GAUCHE ANTI-CAPITALISTE

La démocratie économique est donc un projet global qui vise à faire reculer progressivement la logique du profit capitaliste. Cela peut paraître utopique. Or, des débuts de réalisation existent. En effet, de Zanon en Argentine à Reconvilier, de nombreuses et de nombreux salarié-es mettent en cause l'omnipotence du patronat. De leur côté, les associations de consommatrices et de consommateurs ou des organisations écologiques oeuvrent tous les jours pour la défense et l'élargissement de la démocratie économique.

Bref, la démocratie économique représente un possible dénominateur commun de l'action des mouvements anti-capitalistes. Elle est le fondement d'un socialisme moderne, humain et libertaire. Ce mot d'ordre peut aujourd'hui à nouveau permettre de rassembler les forces de gauche pour passer à l'offensive.

QUAND LES SYNDICATS SE BATAIENT POUR LA PARTICIPATION

Au cours des années 1970, une des principales revendications du mouvement syndical concernait la participation des salarié-e-s dans l'entreprise. A cette fin, les syndicats avaient lancé à la fin des années 1960 une initiative populaire pour la participation des salariés aux décisions dans les entreprises (*Mitbestimmung*). Cette initiative suscita un large débat de société sur la question de la démocratisation de l'économie. S'inspirant du modèle allemand (voir article p. 8), l'Union Syndicale Suisse (USS) demandait une participation par le biais des commissions d'entreprise et au niveau du Conseil d'administration.

L'initiative donna lieu à une vaste campagne des associations patronales qui n'hésitaient pas à crier à la «bolchévisation» de l'économie suisse en cas d'acceptation de l'initiative. Le 21 mars 1976, l'initiative fut largement rejetée en votation populaire par deux tiers des votants et une participation de 39.5%. Par la suite, les propositions parlementaires de légiférer sur la participation des salarié-e-s ne débouchèrent sur aucune concrétisation.

AM

Des raisons de croire au Forum Social Mondial?

Du 25 au 31 janvier dernier, le cinquième Forum Social Mondial (FSM) a retrouvé ses pénates brésiliennes à Porto Alegre. Au bilan chiffré, 155'000 participants, 2'000 ateliers organisés par près de 1'900 organisations. Beaucoup d'idées et de rencontres, et une décision: universaliser le FSM. Les altermondialistes se retrouveront ainsi au Venezuela, au Maroc et en Corée l'année prochaine pour un FSM décentralisé et simultané, alors qu'en 2007 tout le monde convergera vers l'Afrique, dans un lieu à définir. Mais avant d'en arriver là, que retenir de cette édition du FSM?

CRITIQUES ET PREUVE PAR L'AUTOGESTION

Une réussite d'abord, celle de l'autogestion. En effet, suite à une procédure de consultation planétaire, plus de 85% des séminaires organisés de manière autonome par une foule

d'organisations ont eu lieu. Bien sûr, il y a eu quelques couacs, des rendez-vous manqués et des problèmes de traduction... Cela n'a pas empêché pourtant d'échanger, parfois avec virulence, sur des thèmes comme les droits humains, la dette, la pauvreté dans le monde, les médias, l'Irak, etc. Décidément, l'essoufflement des luttes altermondialistes semble bien être une farce de journaliste.

Tout n'est pourtant pas rose au FSM. Comme par le passé, il est indéniable que la composition de l'assistance recèle une majorité de jeunes et d'universitaires, sans que les autres Sud (Afrique, Asie) ou l'Europe de l'Est ne soient vraiment représentés. La starification et la présence de pontes, parfois autoproclamés, de l'altermondialisme masquent aussi la qualité d'autres interventions qui se déroulent elles sous une tente plus petite, devant une trentaine de personnes. Mais il serait malvenu de dis-

créditer le FSM sur la base de ces seuls arguments en omettant les nombreux interstices dans lesquels se glisse une réelle volonté de toutes et tous de socialiser le fruit d'expérience de luttes politiques passées ou à venir.

EMULATION MILITANTE

Surtout, ce procès fait au FSM aujourd'hui ressemble de plus en plus à une critique d'enfants gâtés, essentiellement venus du Nord. Alors, avant de jeter le bébé avec l'eau du bain, il est nécessaire de garder en tête que cette réunion est une occasion cruciale pour le Sud, l'Amérique latine d'abord. L'émulation autour du FSM décuple les énergies, recharge les batteries militantes et représente un investissement matériel et symbolique considérable chez ceux et celles qui décident de se rendre au FSM. Rien ne dit qu'un tel effet ne se produira pas en Asie et en Afrique en 2006.

Quant à une partie des Suisses au FSM, la cinquantaine de politiques, de militant-e-s d'ONG, de syndicalistes et de journalistes au sein de la délégation organisée par l'ONG E-changer, que rapportent-ils dans leurs valises? Une expérience unique avec la réalité des luttes sociales et politiques brésiliennes, grâce à un programme d'avant FSM qui les a fait rencontrer, entre autres, des militants et militantes du Mouvement des paysans sans terre ou des Femmes payannes. Une expérience qui a montré, comme par la suite au Forum, la vigueur, voire la rage de certains et certains à vouloir construire contre le néolibéralisme. Reste donc aux membres de cette délégation suisse à venir en juin prochain au Forum Social Suisse de Fribourg, histoire d'y partager cette expérience revigorante.

Yves Steiner

De retour de Porto Alegre

Mondialiser la défense de l'eau

Par Carlo Sommaruga, conseiller national et membre du Forum alternatif mondial de l'eau.

1'200 milliards d'euros. Le marché mondial de l'eau est, on peut le dire, plus que juteux. Et les chantres du libéralisme le savent. Contre leur offensive pour faire de l'eau une marchandise, source de profit au détriment de l'homme, une riposte sous forme d'un véritable mouvement alternatif de la société civile s'affirme.

Le 2^{ème} Forum alternatif mondial de l'eau (FAME 2005), qui se réunit du 17 au 20 mars 2005 à Genève entend inscrire cette revendication dans la réalité. Et passer de la réflexion à la concrétisation. Plus de 1000 personnes, 134 associations et ONG d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe, participeront à l'élaboration de plans d'actions. Les stratégies s'articulent autour de quatre principes, fondateurs, élaborés à Florence il y a deux ans lors du premier Forum alternatif: l'accès à l'eau est un droit

universel; l'eau est un bien commun de l'humanité dont nul ne peut s'approprier; la gestion de l'eau doit être démocratique à tous les niveaux; le financement nécessaire de l'eau doit être assuré collectivement.

Dans le cadre du FAME 2005, une rencontre de parlementaires du monde entier, convaincus de la nécessité de changer les règles du jeu, permettra de définir des mécanismes et des stratégies communes aux élus, pour inscrire les quatre principes de Florence dans les Chartes fondamentales nationales. Les Parlementaires pourront aussi développer des partenariats public-public ou solidaires, à l'exemple de la commune tessinoise de Lamone, qui, en introduisant un centime de solidarité par mètre cube d'eau consommé, permettra de financer des projets d'approvisionnement dans un pays du Sud.

Le 18 mars 2005, date à laquelle débutera la rencontre des parlementaires, le Conseil national

se prononcera sur l'initiative de Franziska Teuscher visant à faire de l'eau potable un bien public non-marchand. Le résultat du vote montrera

le travail qui restera encore à faire en Suisse. Car le combat se mène à Berne comme à Cochabamba ou au Royaume-Uni.

EN BREF

FSM - Une presse à bout de souffle

Le Forum Social Mondial (FSM) de Porto Alegre croule sous le nombre de ces participants. Il ne produit plus rien de très nouveau, ou alors c'est très fumeux, une petite odeur de pétard en plus. Bref, le mouvement altermondialiste s'essouffle. Voilà le bilan, lu et entendu majoritairement dans la presse, de ce cinquième FSM. Etonnant? Pas vraiment. Ce qu'il est un peu plus c'est la relation entre l'essoufflement de l'intérêt médiatique autour du FSM et le prétendu essoufflement des luttes altermondialistes. Ainsi, dans la presse suisse entre le 25 et le 31 janvier, on dénombre près de 700 articles sur le Forum économique de Davos contre une centaine sur le FSM (source: smd.ch). Sur le site d'informations de google.com, on peut lire 6'000 articles sur la réunion davosienne, 700 sur le FSM. Amusant aussi de constater que le nombre de journalistes romands accrédités à Davos était égal au total des journalistes suisses présents à Porto Alegre... Difficile de tout couvrir, non?

Yves Steiner

Genève demande la régularisation de ses sans-papiers. Exemple à suivre!

Le syndicat SIT est un élément moteur de la défense des personnes sans statut légal à Genève. Interview de Christina Stoll, co-secrétaire générale du syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT).

Pages de gauche (PDG): Le canton de Genève demande à Berne l'autorisation de régulariser 5'000 clandestins travaillant comme employés de maison. Que pensez-vous de cette initiative sur le fond?

Christina Stoll (CS): Cette initiative est très positive. On sort enfin de la politique de l'autruche qui caractérise l'approche de la question en Suisse. Pour une fois, on ne porte pas uniquement l'attention sur les sans papiers et leur situation irrégulière, mais sur leurs employeurs et les besoins d'un secteur économique. Le Conseil d'Etat propose une solution globale selon des critères simples et uniformes pour tous les sans-papiers de l'économie domestique, ce qui devrait permettre – en comptant sur le regroupement familial – de régulariser 85% des cas que nous connaissons. Ce n'est pas l'idéal, mais c'est un véritable progrès!

D'un point de vue syndical, la demande du Conseil d'Etat de régularisation n'est évidemment pas parfaite: pour éviter un «appel

d'air», Genève demande une régularisation exceptionnelle et unique qui impose aux personnes régularisées de rester pendant cinq ans dans le même secteur. Nous aurions bien entendu préféré laisser à chacune et à chacun le libre choix de l'emploi, mais nous sommes forcés de constater que ces règles existent déjà aujourd'hui. En effet, toutes les personnes extra-Union-Européenne sont soumises à ce régime; elles ont non seulement l'obligation de travailler cinq ans dans le même secteur mais doivent en plus travailler deux ans chez le même employeur. Quant à la question de la régularisation exceptionnelle et unique, elle est pertinente dans le sens où elle vise à stabiliser un secteur économique.

PDG: Cette initiative frappe non seulement parce qu'elle brise un sérieux tabou (Genève l'avoue, 7'000 personnes travaillent sans papier sur son territoire) mais aussi parce qu'elle sort du clivage gauche-droite. C'est un Conseil d'Etat bourgeois

qui demande la régularisation. Le SIT a suivi de près le processus qui a mené à cette demande; pouvez-vous nous décrire les étapes qui ont permis d'y aboutir.

CS: A Genève, le SIT et le collectif sans papier ont pensé dès l'origine que pour parvenir à une régularisation, il fallait chercher à sortir du discours idéologique et démontrer des faits incontestables. C'est un des motifs qui nous a poussé à interroger systématiquement les personnes sans-papiers qui viennent à nos permanences. Nous avons ainsi collecté plus de 2'000 dossiers (représentant près de 5'000 personnes) qui ont servi plus tard de base aux deux études commanditées par le Conseil d'Etat.

L'action collective et unitaire est parvenue à créer un véritable mouvement de sans papiers. Nous avons eu des assemblées où plus de 1'500 sans papiers étaient présents! Petit à petit, nous avons pu tisser des contacts avec les autorités cantonales. Nous avons notamment négocié l'obtention d'une procuration qui permet aux

travailleuses et travailleurs sans papiers de ne pas être expulsés en cours de procédure prud'hommale. Ensuite, nous avons mis le Conseil d'Etat et le Grand Conseil sous pression en déposant 2'500 demandes anonymisées de régularisation collective. Sur impulsion du Parlement, le Conseil d'Etat a alors désigné une commission d'expert tripartite (Etat, syndicats et patronat) chargée d'examiner les questions fondamentales soulevées par les demandes de régularisation. Il a également mandaté l'Université de Genève pour mener une étude sur le secteur clandestin de l'économie domestique à Genève. Ce sont ces deux études qui ont motivé ensuite le Conseil d'Etat à écrire officiellement à Berne pour demander la régularisation.

PDG: A ce stade, les réactions à Berne et dans les autres cantons sont plutôt réservées... On ne peut s'empêcher de penser que la demande genevoise aura plus de chances de passer si d'autres cantons lui emboîtent le pas...

CS: C'est effectivement essentiel que d'autres cantons s'emparent du sujet. L'étude commandée par l'Office fédéral des migrations et publiée récemment dans la presse confirme qu'il ne s'agit pas d'un problème genevois: la Suisse compterait 130'000 clandestins. Genève propose une solution non partisane qui pourrait intéresser d'autres cantons...

PDG: Que se passera-t-il si Genève reçoit un NIET de Berne?

CS: Dur à dire et impossible à envisager... Je vois mal comment Genève pourrait revenir à une politique de l'autruche!

propos recueillis par Lara Cataldi

Plus d'informations:
www.sit-syndicat.ch

Cesla Amarelle

LE SILENCE ASSOURDISSANT DES SOCIALISTES SUR L'ASILE

C'est avec des bleus à l'âme que l'on prend connaissance du dernier rapport de synthèse concernant la révision menée sur l'asile. Du projet initial du Conseil fédéral du 4 septembre 2002, à la décision du Conseil national le 5 mai 2004 et les nouvelles propositions de Blocher du 25 août 2004 en passant par les propositions de la commission politique du Conseil des Etats du 3 février 2005, tout y passe: consécration de la notion du pays d'origine ou de provenance dit sûr (art. 6, 34), véritable présomption de délinquance des requérants (9), extension du système NEM, augmentations des taxes, saisies et émoluments (17, 17a, 17b, 86a, 86 b), absence de garanties sur le conseil juridique (17), possibilités accrues de récoltes de données biométriques (22, 26) et d'expertises pour déterminer l'âge des mineurs (26), possibilités accrues de détention dans les centres de détention (22), développement des accords de transit, de réadmission, de renvoi et suppression de l'aide au développement pour les Etats pauvres non coopérants (77), etc. etc. Présidée par le socialiste Jean Studer, la commission des institutions politiques du Conseil des Etats n'est pas en reste: modalités d'accélération frénétique des procédures (29), suppression de l'admission pour raisons humanitaires (44), abrogation de dispositions sur les œuvres d'entraide (30), possibilité de suppression de l'aide d'urgence (80), extension de la durée des mesures de contraintes à 15 mois pour assurer une exécution de renvoi (13b LSEE). A quelques pusillanimes exceptions (exception pour activité lucrative pour certaines catégories de requérants et pour personnes particulièrement vulnérables), Christiane Brunner et Jean Studer, ont apparemment jugé tout cela acceptable. Une honte.

Six clés pour comprendre les élections valaisannes

Gabriel Bender.

1. LE VALAIS EST UNE CONFÉDÉRATION DE DISTRICTS

Les districts définissent le cercle électoral. Rien d'étonnant, sauf qu'en Valais la petite taille et le découpage de certains districts favorisent énormément le parti majoritaire. C'est tellement vrai que les socialistes ne concourent plus dans certains districts. Ainsi en Entremont: les citoyens de Bagnes ou d'Orsières ont le choix entre la liste PDC et radicale. Le choix est un grand mot puisque les PDC présentent 4 candidats et les Radicaux deux. Six mecs pour six postes. Les élections ressemblent au sport toto, il s'agit d'avoir le bon ordre.

2. L'UDC EST LE PLUS VIEUX PARTI DU CANTON

En Valais, un quarteron de conservateurs n'a pas encore digéré la Révolution française et

se bat becs et ongles contre la modernité impie de la république. Cette pensée conservatrice est sur-représentée dans le système judiciaire et dans la presse cantonale. Cette droite fédérée sous le nom de *Mouvement Chrétien conservateur* a enfin passé avec armes et bagages à l'UDC. Rien de nouveau sous le soleil valaisan; seuls quelques esprits mal lunés leur rappellent que Blocher est un affreux protestant.

3. LES CULS BÉNIS ET LE PORNOGRAPHE

Combien de temps les punaises de sacristie accepteront d'être représentées par un poète de pissotière? Combien de temps les déçus du radicalisme, anticléricaux par dévotion, supporteront la cohabitation avec le restant de la colère du Dieu d'Ecône? Cette alliance est ici contre nature. L'UDC en fait l'expérience cuisante. Pas facile de

convaincre les ultraconservateurs au pouvoir de venir s'échouer avec eux en dessous du quorum. La preuve par l'Entremont, une fois encore. Le district fournit au Mouvement chrétien conservateur ses plus acharnés militants mais aucune voix à l'UDC. Délice du pouvoir quand tu nous tiens.

4. LES CHRÉTIENS SONT-ILS SOCIAUX?

On disait que les ailes de géant du PDC l'empêchaient de marcher comme l'albatros de Baudelaire. À l'extrême droite les chrétiens conservateurs, à gauche les chrétiens sociaux; au milieu un système clanique qui se moque des chapelles tant qu'il a le pouvoir. Après dix ans de tergiversation, le *Parti chrétien social* a rompu avec le PDC suisse. Dans certains districts une alliance de gauche réunit Chrétiens sociaux, socialistes et Verts.

5. LA RÉVOLUTION PAR LE HAUT

Le Haut Valais est une énigme. Jaunes et Noirs s'étripent au niveau local mais s'entendent comme larrons en foire dès qu'ils ont franchi la Raspille. Le Haut Valais a droit à 40 députés; 32 sont PDC et grâce à eux les conservateurs dominent la vie politique cantonale depuis les premières heures de la démocratie. Qui a dit qu'il fallait deux demi-cantons?

6. LA FACE NORD DE L'EIGER

L'objectif du PS: passer de 18 à 21 députés (sur 130!); son score d'il y a 8 ans. Narcisse Praz, fin observateur, avait hélas raison, lorsqu'il écrivait dans les années 70 que la révolution par les urnes, c'est gravir le Cervin par la face nord de l'Eiger. Un bien long chemin...

La gauche bientôt majoritaire à Neuchâtel?

Pages de gauche (PDG): Neuchâtel pourrait bientôt vivre avec une majorité de gauche tant au Grand Conseil qu'au Conseil d'Etat. Si cela se produit, qu'est-ce qui changera?

Jean-Nat Karakash, président du PS neuchâtelois (JNK): Ce qui changera en premier lieu, c'est le fonctionnement des autorités.

Durant quatre ans, la majorité bourgeoise du Grand Conseil a imposé un véritable diktat qui a mené le canton dans l'impasse politique et financière.

L'arrivée de l'UDC sur la scène cantonale, la dérive de la droite traditionnelle puis son effondrement font que seule une majorité de gauche est en position de renouer avec une politique de consensus. Il est urgent de recons-

truire les bases d'un dialogue constructif.

Ensuite, le canton a mal à ses finances et il s'agira de les assainir tout en assurant une cohésion sociale. Nous voulons créer des emplois, favoriser l'insertion et la réinsertion professionnelle, offrir un service public performant et assurer son financement dans la durée.

PDG: Le canton a bouclé 2004 sur un déficit record de 100 millions de francs. Comment ferez-vous pour atteindre vos objectifs politiques tout en assainissant les finances?

JNK: Tout d'abord, la gauche neuchâteloise s'est toujours montrée soucieuse des deniers publics. Consciente qu'on ne fait

pas de social avec des caisses vides, elle gère de façon rationnelle les trois villes du canton, de même que plusieurs villages.

Pour en revenir à la question, c'est justement en atteignant nos objectifs en matière d'emploi et d'insertion que nous parviendrons à assainir durablement la situation.

Mais cela ne suffira pas à effacer l'ardoise laissée par la droite et il faudra passer par la suppression de certaines prestations, l'abandon de certains investissements et par des réformes structurelles des collectivités publiques cantonales et communales.

Cet assainissement ne se fera pas du jour au lendemain et nous voulons le mener dans la durée. Il est essentiel que la fonction publique et les citoyens soient

associés à la démarche et que les personnes les plus vulnérables n'en soient pas les victimes.

PDG: Quelles sont vos chances de succès d'obtenir une double majorité de gauche?

JNK: La gauche présente un bilan solide et des listes fortes, tant pour le Grand Conseil que pour le Conseil d'Etat. En outre, nous avons largement remporté les dernières élections communales et fédérales. Mais comme vous le dites, c'est un objectif ambitieux et conquérir cette double majorité sera malaisé.

J'espère qu'on y parviendra, pour le canton et pour sa population qui a toujours privilégié l'ouverture et la solidarité à l'égoïsme et au repli.

Grand théâtre autour de la salle de spectacles de Fribourg

Fribourg, petite ville de 37'000 habitant-e-s, jouit d'une vie culturelle exceptionnellement riche: de la musique baroque et de la fanfare au rock et jazz, du théâtre classique à la performance expérimentale, de l'art médiéval à l'art conceptuel



Christoph Allenspach, Président du PS de la Ville de Fribourg.

Fribourg se fait un nom avec ses institutions et troupes de création contemporaine: Fri-Son, Fri-Art, Belluard, Festival du film, Da Motus et j'en passe. Tous ont trouvé leurs endroits. Tous... sauf la culture dite classique.

UN NOUVEAU PROJET

Depuis 50 ans, la culture fribourgeoise souhaite une salle de

spectacles digne de ce nom, avec une infrastructure adaptée aux besoins. Et depuis 50 ans, on hésite, retarde, planifie et stoppe. Des millions ont été dépensés pour une demi-douzaine de projets, tous restés dans les tiroirs. Fribourg saura-t-elle se décider en 2005 sur un projet nouveau? Depuis quelques années, cinq communes de l'agglomération fribourgeoise promeuvent un projet ambitieux avec deux salles de spectacle: à Fribourg la culture classique et à Villars-sur-Glâne la création contemporaine et avant-gardiste. Si les locaux de la deuxième viennent d'être inaugurés, rien n'est assuré pour la grande salle de 700 places dans le centre de Fribourg, malgré sa présentation au grand public à mi-janvier.

UN PAS VERS UNE MODERNISATION NÉCESSAIRE

L'enjeu pour Fribourg dépasse largement son seul ave-

nir culturel. La ville et son agglomération ont besoin d'un profond coup de fraîcheur, d'un développement économique conséquent et d'un nouveau départ pour créer une dynamique. Fribourg doit s'affranchir d'une image de ville médiévale. Certains ont remarqué que l'existence en tant que petite ville n'est pas facile, entre Lausanne et Berne.

Le projet de la salle de spectacles offre plusieurs atouts. L'architecture emblématique en plein centre-ville avec ses deux porte-à-faux impressionnants pourra créer un lieu d'identification et une carte de visite. Le projet public attirera l'animation aussi bien le jour que la nuit, couplé avec un multiplexe cinéma (privé). Au-delà du l'activité culturelle, ce «Signe» - tel est le nom du projet du concours - pourra manifester une volonté forte de progresser en tant que société urbaine. Comme d'autres villes, Fribourg veut donner un signe fort à l'attention de l'extérieur. Aujourd'hui, c'est par le biais d'un tel marketing qu'on attire l'intérêt et, par extension, les investissements.

SOUTIEN DU PS ET... RÉFÉRENDUM DE L'UDC

Les socialistes de la ville sont convaincu-e-s. Les autres partis sont partagés, résistent ou hésitent. L'UDC - arrivée sur place il y a quelques mois - a annoncé un référendum financier sans connaître les données de départ. Mis à part ce besoin de profilage de l'extrême droite, on remarque deux types de résistance. D'une part, la Caisse de prévoyance du personnel de la Ville a besoin d'une recapitalisation conséquente (couverture actuelle à 31 %!). La somme à investir n'est pas définie, mais pour combattre la salle de spectacles, les adversaires lancent des sommes monstrueuses. D'autre part, l'architecture contemporaine dérange parce qu'elle ne correspond pas à l'image habituelle (orientée médiévale).

Le Conseil général va se décider sur le crédit de construction de 35 millions au mois de mai ou juin, après que la situation financière de la Ville sera clarifiée. Les socialistes restent optimistes. Malgré les difficultés, Fribourg devra saisir sa chance pour que le «théâtre» autour de sa salle de spectacles puisse s'achever.

VOGUE, VOGUE, ALTERMONDIALISTE

Qui va à la source des puits du devenir,
Prend un jour le large pour conjurer le pire.
Son esprit visite tous les ports agités
En bravant les écueils des fausses vérités.
Son coeur brûle à l'idée d'océans de plaisance
Où l'on peut naviguer auprès de sa conscience.
Grandeur d'âme et probité, ses flots quotidiens,
Subissent les foudres de tous les philistins.
Et quand il vogue vers la mondiale rapine,
Surgissent devant lui des lames assassines.

Altermondialiste ! vogue, vogue et bon vent
Et cap sur l'horizon aux couleurs du printemps.

Ce poème de Manfred Keel est tiré de son ouvrage «La perte de l'être» qui peut être commandé directement à son adresse: Manfred KEEL, 16, rue de l'Avenir - 1207 Genève ou E-mail: manfredkeel@netcourrier.com ou Tél.: 022/786.70.74 (répondeur)

L'auteur fait don du montant de l'ouvrage aux enfants du Sud-Est asiatique.

A la réception de la commande, il envoie le recueil accompagné d'un bulletin au nom de Terre des Hommes ou Unicef.

LE CONSEIL FÉDÉRAL INTERDIT LE CHANVRE DANS LES FOURRAGES



As-tu déjà eu ton Ovo aujourd'hui?

40 ans que ça dure, et on ne pourrait plus s'en passer. La télévision, c'est déjà dur de vivre sans, mais la télé sans la pub, c'est encore plus dur. C'est comme l'Ovomaltine, diluée dans le lait ou à la petite cuillère, ça nous donne notre dose d'images vitaminées quotidiennes. La première publicité diffusée à la télévision suisse était justement consacrée à la boisson maltée, emblème du dynamisme helvétique. Une marque aujourd'hui abandonnée à la perfide Albion, tout comme nos langues vernaculaires.

La publicité, certains s'en paient des nuits entières et le genre a été élevé au rang de culture. Et comment ne pas rêver à ces Pénélope modernes qui suçotent des bonbons au chocolat en attendant leur Ulysse parti en voyage d'affaire? *Mon Chéri*,

Pavot, l'attente de l'Absent est une drogue douce...

Et comment ne pas être séduit par cet univers où l'Italie est restée la même depuis les années 1950, avec des curés en soutane, des Peppone endimanchés, des Mamas qui affinent la sauce tomate à l'huile d'olive extravierge et où de sublimes Méditerranéennes nous préparent des pâtes en robe du soir noire. Une publicité récente nous montre une foule d'Italiens joyeuse et bigarrée qui se rue à travers le tunnel du Gothard pour parfumer l'espresso d'une machine à café suisse. Malheureusement, les voilà stoppés par une masse rocheuse: «C'est du calcaire!». Quelle magnifique métaphore de ces foules de travailleurs saisonniers qui partaient vers le Nord durant ces années-là, arrêtées par les contrôles

médicaux humiliants qu'on leur faisait subir!

Oui, la publicité est un art majeur et, loin de rester confinée entre deux indicatifs idoine, elle est allée partout. Les voitures que vous voyez dans «Navarro», par exemple, ce n'est pas par hasard qu'elles sont de cette marque-là. Elle s'est emparée aussi des habits des rappeurs, des cyclistes, des footballeurs et des skieurs. Alors, lorsque ces derniers se perdent dans le brouillard des fins de classement, tels d'invisibles enseignes, les médias se mobilisent: «l'Etat n'en fait pas assez pour soutenir la formation de nos futurs sportifs d'élite». Nous rajouterons: est-ce que l'Etat en fait assez pour soutenir la formation de nos créatifs publicitaires d'élite?

Philippe Mivelaz

NDLR

Vous ne vous en êtes peut-être pas rendu compte, mais la presse romande glisse vers la pensée socialo-étatiste. C'est en tout cas le constat que dresse le journal bi-mensuel *Bilan*. Selon Son rédacteur en chef, jamais ô jamais, dans les colonnes de nos journaux ne parle-t-on de concurrence, de libéralisation, de baisse des prix, de baisse d'impôt, de rationalisation des soins, des secteurs de formation, etc. Se disputant le monopole de la pensée libérale avec le quotidien *Le Temps* – quand je dis «disputer» c'est un bien grand mot puisque les deux parutions appartiennent au même éditeur, Edipresse – *Bilan* a donc décidé de faire son *coming out* (cf. *Pages de gauche* n° 31). Oui, nous sommes de droite, clame son rédacteur en chef, oui nous sommes favorables à une économie encore plus néolibérale, oui nous nous cachions jusqu'à présent mais aujourd'hui nous sortons de notre ghetto dans lequel la pensée sociale-démocrate nous avait confiné. Depuis le début de l'année, *Bilan* a sorti une nouvelle maquette, composé une nouvelle équipe rédactionnelle et communiqué en conséquence.

Mais *Bilan* a des objectifs plus nobles. Il veut faire œuvre d'intérêt général. Tant d'incompétents gouvernent nos vies et nos feuilles d'impôts. Tel le Robin des bois des riches, le bi-mensuel porte l'estocade contre les administrations publiques les plus inutilement dépensières (le désormais fameux «gaspi d'or») mais sait aussi reconnaître les siens. Une rubrique sobrement intitulée «le libéralomètre» dresse les lauriers aux apôtres méritants. Et qui trouve-t-on à côté du libéral genevois Mark Muller, candidat au Conseil d'Etat genevois et de Steve Jobs, patron d'Apple? Qui se permet de coiffer au poteau le président des libéraux suisses, Claude Ruy *himself*, doté piteusement d'une seule étoile? Et bien notre camarade Rudolf Strahm (trois étoiles). Elle est pas belle la vie avec *Bilan*?

GS

CULTURE



Depuis l'expo Hirschhorn, Couchepin s'intéresse à l'art contemporain: «Je retiens surtout le scotch».



Rectificatif

Suite à notre dossier sur la Presse de février passé, l'administrateur délégué du journal *La Côte* tient à souligner que «L'Express», «l'Impartial» et «La Côte» se positionnent dans l'orbite du groupe de Presse France-Antilles, éditeur de nombreux journaux en France, et que ce groupe est depuis une année tout à fait indépendant du groupe Socpresse. Les titres helvétiques cités n'ont par conséquent plus de lien à quelque niveau que ce soit avec le groupe Dassault ou avec Serge Dassault. Par ailleurs, le journal *La Côte* est un quotidien comptant quinze mille abonnés et non, comme nous le mentionnions, un «bihebdomadaire d'importance secondaire».

Fritz Brupbacher

«Les politicards nous appellent «individualiste» sur un air de dédain. (...). Ils disent: «seul celui qui se soumet à la discipline du collectif est un être humain à part entière». Le philosophe ne se laisse pas dupé par cet appât. (...). Les collectifs lui sont importants non pas en tant qu'instruments au service de la domination mais en tant qu'instruments pratiques d'aide réciproque pour toutes les situations lors desquelles l'individu ne peut pas pleinement profiter de la vie sans l'aide des autres.»

Fritz Brupbacher (1874-1945), «médecin ouvrier» zurichois, philosophe politique, anarchiste inclassable, marié pendant 15 ans à Lidjia Petrowna, socialiste révolutionnaire russe.



AGENDA

6-13 mars

Festival du film de Fribourg.

11 mars: Séminaire «Palestine/Israël, une mémoire suisse», par Francis Reusser, Rolf Lyssy et d'autres cinéastes suisses ayant réalisé de nombreux films sur le sujet.

Programme sur: www.fiff.ch/homefr.html

8 mars

Journée internationale de la femme.

Elections cantonales neuchâteloises

Débats avec les 5 candidats-e-s socialistes au Conseil d'Etat.

8 mars, dans les 6 districts – 9 mars, 19h30, Salle Fleuria, Fleurier – 11 mars, à définir

Stands/manifestations avec les candidats-e-s socialistes au Conseil d'Etat et au Grand Conseil.

19 mars, 09h30, Le Locle, puis Les Ponts-de-Martel – 6 mars, 09h30, La Béroche, puis Cortaillod – 2 avril, à définir.

10 avril, élections cantonales neuchâteloises.

12 mars

Congrès du Parti Socialiste Neuchâtelois.

09h00, Salle des Spectacles, Peseux.

15 mars

Micheline Calmy-Rey en Singine – Soirée Bilatérales II.

20h00, Restaurant St. Jakob, Wilmewil.

17-20 mars

2^e forum alternatif mondial de l'eau.

Maison des Associations, UniBastions et UniMail, Genève.

19 mars

Assemblée des délégué-e-s du Parti Socialiste Suisse.

11h00, La Chaux-de-Fonds.

25-27 mars

5^e festival antirasciste & antifasciste – Concerts, projections, débats – L'Usine, Genève

Programme sur: www.darksite.ch/rudeboysunity

26 mars

Assemblée des délégué-e-s de la Jeunesse Socialiste Suisse.

14h15, Zürich.

7 avril

Café Politique – «La stratégie de prévention du VIH/sida en Suisse est-elle efficace?»

20h30, Brasserie La Bavaria, Lausanne.

9 avril

Congrès ordinaire du Parti Socialiste Vaudois.

14h00, Essertines-sur-Rolle.

JAB
1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles participatives...

«L'Industrie est ordonnée systématiquement. (...) Les entreprises à caractère de monopole deviennent propriété de la communauté. Le droit des ouvriers et des employés de participer à la gestion des entreprises est garanti. (...) Le crédit, considéré comme un service public, est soumis au contrôle de l'Etat.»

«**Pour une Suisse Nouvelle**».

Programme du PSS de 1942.

«Tant que, d'un côté, les «employeurs» «donnent» le travail, grâce à leur possession de moyens de production et que, de l'autre côté, les prolétaires doivent accepter ce travail, parce qu'ils sont exclus de cette possession, aucune communauté d'entreprise n'est possible. (...) Tôt ou tard se posera la question d'un droit plus vaste d'intervention et de gestion des ouvriers et des employés, même dans notre Suisse petite bourgeoise.»

Eugène Steinemann, L'économie nationale et la «Suisse nouvelle».

Programme du PSS de 1947.

«Il faut briser la dépendance du travail à l'égard du capital. Dans la production, le droit de co-gestion doit être garanti. (...) L'éco-

nomie suisse doit être l'affaire du peuple entier. (...) La démocratie, avec ses droits politiques et ses libertés personnelles, ainsi que l'égalité des droits pour l'homme et la femme, doit être garantie et étendue à la vie économique.»

Programme du PSS pour les élections au Conseil National en 1951.

«Lorsque nous parlons de démocratie sociale ou économique, nous n'entendons pas par là l'étatisme. Notre intention est de parachever la démocratie d'aujourd'hui; l'état de dépendance des salariés envers les patrons doit faire place au droit des ouvriers de participer à la gérance de l'important secteur du travail. Il faut transformer les organisations qui existent déjà en les faisant non plus représentatives de revendications, mais parties actives et directrices de ce secteur. (...) Nous devons travailler à l'émancipation du peuple, ce qui signifie en fait: accès à la gestion des entreprises, sécurité pour le travail, accès à toutes les fonctions, aux sciences et aux arts, aux bénéfices prodigieux qui se réalisent actuellement dans presque tous les domaines.»

Pierre Graber, congrès du PS vaudois, 25 octobre 1953.